

ébranlée, étaient autant d'expressions d'un arrêt momentané de cette crise. L'élimination de Khrouchtchev, dont la politique économique était devenue nettement impopulaire parmi les masses ouvrières, se passa dans l'indifférence générale. La guerre d'agression de l'impérialisme américain contre la révolution vietnamienne elle-même, qui avait provoqué des protestations et des réactions larges et violentes dans une avant-garde jeune au sein des pays impérialistes, s'est déroulée au début dans un climat beaucoup plus indifférent dans la plupart des Etats ouvriers européens, même s'il faut mentionner de courageuses réactions autonomes d'étudiants de la R.D.A., de Pologne et de Yougoslavie en faveur de la révolution vietnamienne.

Cette longue apathie politique, cette nouvelle stabilité relative des régimes bureaucratiques des Etats ouvriers s'étendant sur près d'une décennie après la période de secousses violentes qui allait de 1952 à 1957, s'expliquent par l'interaction de plusieurs facteurs. En général, la fin des années cinquante et le début des années soixante ont été marqués par une élévation constante du niveau de vie des masses — plus prononcée dans certains pays comme l'U.R.S.S., la R.D.A. et la Yougoslavie que dans d'autres (Pologne et Tchécoslovaquie) — mais néanmoins suffisamment réelle pour donner naissance à un climat d'illusions réformistes. L'écrasement de la révolution hongroise n'avait pas manqué de nourrir ce même climat. L'illusion d'une « démocratisation » progressive par en haut, stimulée par des phases saccadées de libéralisation dans le domaine culturel et par un intérêt croissant pour l'autogestion yougoslave, constituait le cadre général dans lequel ce climat s'était établi.

Cependant un facteur plus fondamental était sous-jacent à cette apathie. A l'époque stalinienne, la classe ouvrière avait été politiquement expropriée et atomisée dans tous ces Etats, à l'exception partielle de la Yougoslavie. Le contraste flagrant entre la doctrine officielle — la déformation apologétique du « marxisme » — et l'oppression politique et l'inégalité sociale, avait créé au sein du prolétariat une profonde méfiance et un scepticisme accentué à l'égard de la doctrine marxiste-léniniste. Selon les périodes, cette méfiance était combinée avec un optimisme quant aux possibilités de « réussite individuelle » (périodes de forte expansion économique) ou avec un pessimisme généralisé à ce propos (périodes de semi-stagnation). Mais la perte de confiance dans l'idéal communiste substitué par la bureaucratie constituait la cause fondamentale de l'apathie politique du prolétariat. Cette cause n'a pas été surmontée par les périodes de « libéralisation » ou de combat des intellectuels pour plus de démocratie socialiste, dans la mesure où le prolétariat considérait ces intellectuels, non sans raison, comme faisant partie de la bureaucratie privilégiée, et que le programme « libéral » n'offrait guère d'attraits ou d'avantages immédiats pour les travailleurs.

Depuis quelques années, une série de facteurs ont commencé à opérer dans le sens d'un ébranlement de la stabilité relative dont les régimes bureaucratiques disposaient depuis 1957. La crise de ces régimes s'exprima à nouveau par une entrée en action de diverses couches de la population, en Yougoslavie, en Pologne et en Tchécoslovaquie. La bureaucratie soviétique elle-même manifesta une peur panique devant la possibilité d'une telle reprise en U.R.S.S. Quatre de ces facteurs doivent être mis en évidence : le ralentissement de la croissance économique et les conséquences néfastes pour les masses des « réformes économiques » introduites ces dernières années ; la crise du « camp socialiste mondial », c'est-à-dire des rapports entre Etats ouvriers et entre P.C. ; l'impuissance de la bureaucratie à élaborer une ligne idéologique tant soit peu cohérente à la place de la doctrine stalinienne ; l'impact sur les Etats ouvriers de l'escalade agressive de l'impé-